

**SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE**

Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

COMITE SYNDICAL DU 01/06/2022

**DELIBERATION N° 2022-06-067**

**Objet : Imprévision dans le cadre du marché de travaux - Convention**

Membres en exercice	73
Titulaires présents	39
Suppléants présents	11
Votants	50

Le premier juin deux mille vingt-deux à 09 heures, le Comité du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, s'est réuni à salle des fêtes d'Atur, sous la Présidence de Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE24.

**Date de convocation : 24/05/2022**

**Secrétaire de séance : Monsieur Dominique CAILLOU**

**PRESENTS** : Philippe DUCENE, Lionel ARMAGHANIAN, Maurice CHABROL, Serge MAZE, Alain CASTANG, Bernard FAGET, Alain MARTY, Huguette VILLARD, Jean Marie THOMAS, Jean Pierre LACOSTE, Béatrice HAGEMAN, Alain BUFFIERE, Dominique CAILLOU, Pierre CHEVALIER, Claudine FAURE, Frédéric BEAUVIER, Jean-René BERTIN, Josiane BOYER, Stéphane FAURE\*, Christian BROUSSE, Daniel BRAULT\*, Pascal COURNARIE, Agnès DAURIAC, Serge DOUMERC, Rodolphe DELCROS, Gilles BITTARD\*, Jean Michel DREUIL, Jean-Jacques DUMONTET, Dominique DURAND, Dominique IBERTO-POINTET\*, Michel LIGNAC\*, Jean Pierre FRAY, Patrick GRANEREAU\*, , Claire HENON, Jean-François LARAVOIRE, Jean-Marie MAIRE, Anne MARCHAND, Gérard MARTIN, Alain VILATTE\*, Raymond MARTY\*, Héroïse MARADENE\*, Marc MELOTTI, Gérard MOURET, Alain PIERREFITTE, Flore BOYER, Jean-Luc SANCHEZ, Eric LAFONTAINE\*, Gilbert RONDONNIER\*, Patrick TREILLE, Marie-Rose VEYSSIERE,

**\*Membres suppléants**

Lesquels membres présents forment la majorité de ceux actuellement en exercice et peuvent délibérer conformément aux dispositions de l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**EXCUSES REPRESENTES** : Denis BROUILLAUD, Jean-Louis CHAZELAS, Jean-Pierre DESVERGNE, Raymond FLEURY, Georges ELIZABETH, Philippe GEORGES, Benjamin GLAISE, Michel LAROUMAGNE, Jean François MARTINET, Jean-François MATHIEU, Bernard MAZET, Josiane SOURDET, Henri TONELLO,

**EXCUSES** : Michel AUGÉIX, Thierry BOIDE, Denis BROUILLAUD, Brigitte CABIROL, Daniel CHAUME, Jean-Louis CHAZELAS, Stéphanie CONTRERAS, François COURTEY, Jean-Pierre DESVERGNE, Eric DUBOIS, Georges ELIZABETH, Joël EYMET, Joël GADAUD, Philippe GEORGES, Benjamin GLAISE, Francis JAGOURD, Michel LAROUMAGNE, Jean François MARTINET, Jean-François MATHIEU, Bernard MAZET, Laurent PELLERIN, Alain POINET, Josiane SOURDET, Henri TONELLO, Eric VARIN, Marc MATTERA, Delphine LABAILS, Emeric LAVITOLA, Christian BORDENAVE, Sandrine HARTMANN\*, Florence GAUTHIER, Jean Michel CHABAUD\*, Gilbert DE MIRAS, René VISENTINI, Clovis TALLET,

**Administration et invités :**

**Présents** : Mme Camille BOULLEVEAU Directrice Générale des Services, Mme Catherine DORET Directrice Générale Adjointe, Mme Estelle LACHAUD Directrice de l'Innovation et de la Transition Energétique, M. Nicolas AUBIN Directeur des Travaux et du Contrôle, Mme Laurence MICHAUD Cheffe du service des finances, Mme Marlène BORGES CORREIA Responsable des ressources humaines, Mme Florine FROGE Chargée de communication.

**Absents excusés :** M. Sébastien LAMONTAGNE, préfet de la Dordogne, M. Fabrice MAURIE, payeur départemental

Le marché de travaux d'électrification, d'éclairage public et de réseaux de télécommunications sur le territoire de la Dordogne, reconductible, a été notifié aux 10 entreprises titulaires en janvier 2021.

Depuis, le contexte international lié à la crise sanitaire du Covid et à la guerre en Ukraine a entraîné des hausses très importantes du prix des matières premières. Les fournitures utilisées dans le cadre de ce marché sont impactées, par conséquent certaines entreprises commencent à travailler à perte.

La circulaire gouvernementale du 30 mars préconise le recours à la théorie de l'imprévision si l'économie du marché est bouleversée, afin d'indemniser en partie les entreprises.

L'entreprise doit apporter la preuve d'un déficit réellement important (pas un simple manque à gagner) par des détails de calculs de prix de revient, des marges et des justificatifs comptables.

Une étude au cas par cas des charges extracontractuelles, après application des révisions de prix doit être effectuée afin de vérifier si l'équilibre financier est bouleversé (augmentation supérieure à 7%).

Si le bouleversement est avéré, mise en place d'une indemnité à supporter par le maître d'ouvrage (90 %) et l'entreprise (10 %), actée par la signature d'une convention entre les parties.

**VU** le rapport présenté par Madame Camille BOULLEVEAU, Directrice Générale des Services,

**Le COMITE SYNDICAL**, à l'unanimité :

- **AUTORISE** le Président à signer la convention jointe, avec les entreprises qui auront justifié d'un bouleversement de l'équilibre financier de leur marché, afin de mettre en place une indemnité pour les prix du bordereau directement impactés par la hausse des matières premières.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Président du SDE24,  
**Philippe DUCHE**

